

# LE TEMPS ET LES COMMUNAUTÉS ENTRE LA VIE ET L'ARGENT

*par Roland Colin\**

*La recherche d'un développement de l'ensemble des capacités humaines, intégrant les droits des générations futures, n'implique-t-elle pas un nouveau rapport au temps ?*

Depuis la conférence de Rio 92, le développement s'est vu confronté à la marche de l'histoire humaine : « développement durable », a-t-on dit, proclamé comme un mot d'ordre, dans le moment même où la chute du mur de Berlin, trois années auparavant, marquait la fin de la compétition des modèles entre les blocs, avec l'effondrement du « camp socialiste ». Était-ce la prise de conscience vive que le marché triomphaliste allait privilégier le profit à court terme, au risque de détruire l'avenir des générations ? Dans cette même période, s'affirmait la volonté d'un groupe de responsables du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) de proposer un nouveau référentiel : « l'indice de développement humain », pour mesurer l'évolution des situations économiques, sociales, culturelles des différents pays du monde (1).

## *Développement et non progrès*

On ne peut manquer d'établir un lien entre ces démarches, pour revenir aux racines de la problématique du développement. Ce concept, sous l'action vigoureuse de Lebrét et de Perroux tout particulièrement, s'est posé comme profondément différent de l'idéal-type du progrès, issu du siècle des Lumières et de la croissance, magnifiée par les économistes à partir du milieu du siècle passé (2).

Lorsque Lebrét proclame qu'il ne peut y avoir « développement » que « de tout l'homme et de tous les hommes », il indique la voie d'une modernité qui nous interpelle avec force, aujourd'hui comme hier. Le plus vif du défi, à travers les luttes d'intérêts et les rapports de forces, réside dans la nécessité de faire droit aux besoins humains, répondant à toutes les dimensions constitutives de la condition humaine. L'UNESCO, dans les années 1970, a repris le concept de « développement centré sur l'homme ».

Les conséquences en sont immenses. Elles englobent l'espace et le temps. Chaque société humaine doit alors être reconnue comme sujet majeur, responsable de définir ses besoins au regard de sa vision du monde. Tout système, tel le « marché universel » inscrit dans le schéma réducteur de flux économiques et

*\* Président de l'IRFED (Institut International de Recherche et de Formation Éducation au Développement), anthropologue et économiste.*

(1) Cf. supra la contribution de **D. Clerc**.

(2) **W.W. Rostow**, *Les étapes de la croissance économique*, Économica, Paris, 1997 (3ème éd.). Lire également **M. Séguier** (Centre Lebrét), « Pour une qualité de développement », **Economie & Humanisme** n°350, octobre 1999.

financiers, ne peut en aucune façon prétendre faire droit à la satisfaction optimale des besoins humains, dans la mesure où il tombe sous le coup des positions inégalitaires des agents économiques et s'affranchit d'une vision globale, « anthropologique », du vécu des hommes. La « globalisation » du système du marché est, dans les faits, une globalité en trompe-l'œil, qui isole de la véritable globalité sociale et culturelle des phénomènes maîtrisés par des opérateurs habiles, dont la visée fondamentale est de créer du profit, sans lien avec l'intérêt général des communautés humaines. À ce titre, une « régulation » apparaît nécessaire, qui ne peut être qu'extérieure à cette logique marchande et procéder des « besoins humains ».

## Le « durable » ou la vie

Si l'on se place, alors, dans la perspective du « développement durable », il convient de définir à quoi l'on rapporte la « durée » ainsi évoquée, c'est-à-dire d'élucider la place et le sens du temps pour les hommes concernés par le développement. Dans l'univers dominé par les rapports marchands, on accepte comme un postulat le mot d'ordre des tenants de la maximisation du profit : « le temps c'est de l'argent ». Dans la visée du développement durable centré sur l'homme, le paradigme est : « le temps, c'est la vie ». L'exploration de la signification du temps apparaît, dès lors, comme une donnée fondatrice du « choix de développement ».

Cette problématique est éminemment moderne, car elle conduit à éclairer le rapport entre l'individuel et le collectif. Elle soulève des questions essentielles redonnant ses droits à la philosophie : quel est le sens de la vie pour une humanité prise en tenaille entre « le temps de Davos » et le « temps de Porto Alegre », avec toute la symbolique impliquée ?

En effet, le « durable » dans le développement, c'est le vécu humain exigeant, pour rester humain, que soient assurées les réponses aux besoins de toute nature, du matériel au spirituel (« tout l'homme »), dans l'appartenance de chacun à la société humaine (« tous les hommes »). Mais chaque homme passe et, avec lui, le temps individuel naît et meurt. Comment, alors, la durée peut-elle triompher de la mort ? Faut-il imaginer un temps « buissonnant », comme le « buissonnement » de l'évolution des espèces, chaque individu contribuant, dans la boucle de sa vie, à former, à nourrir, à accomplir le projet collectif ? Y a-t-il alors deux sortes de « durabilité », le « durable individuel » et le « durable collectif » ? Dans la visée d'une mondialisation à visage humain, il importe de rebâtir une approche du développement faisant droit à cette dialectique de l'individuel et du collectif, non pour les opposer, mais pour retrouver leur nécessaire articulation.



## Repenser le concept de communauté

A ce titre, il faut évoquer un concept violemment controversé dans les temps que nous vivons : celui de « communauté ». Comment ne pas restaurer la mémoire des travaux de Louis-Joseph Lebret, François Perroux et Henri Desroche, au milieu du siècle dernier ? Pour eux, la « communauté » est le lieu élémentaire de participation sociale, y compris au travers de sa culture particulière du temps et de sa conception de la place de l'homme dans l'histoire (3) ? Ces analyses, échappant à une vision réductrice qui fonde les condamnations d'aujourd'hui, devraient contribuer à redonner vigueur et légitimité au débat contemporain. Ainsi Desroche : « il y a d'autant plus de communauté que "le mien", "le tien" se résorbent dans "le nôtre"... Est nôtre ce qui nous appartient à nous et ce à quoi nous appartenons... Il y a communauté là où il y a bien commun, à la fois propriété et appartenance » (4).

Dans cette ligne, le « bien commun », constitutif du « durable », se définit et se met en œuvre à tous les niveaux où s'identifie, pour un ensemble humain, un projet alliant des intérêts solidaires, agrégeant eux-mêmes des intérêts individuels et les dépassant. La destruction du lien communautaire, lié, à la fois, à l'espace par l'emprise sur un territoire et au temps par l'articulation des générations, ruine toute perspective de développement d'un projet commun, porteur d'identité sociale et culturelle, condition de toute participation citoyenne, donc de toute vie démocratique.

## Au Nord comme au Sud : vers un autre développement

Le champ d'application de telles interprétations est considérable, tant au Nord qu'au Sud. Dans les sociétés dites « industrielles », voire « post-industrielles », dont les centres de commandement sont, pour l'essentiel, au « Nord » de la planète, l'emprise de la loi du marché, avec les rythmes si raccourcis qui sont les siens (5), ne peut que s'amplifier de façon exponentielle, si on ne l'inscrit pas dans l'univers des moyens au service du développement humain. Dans cette voie, la responsabilité du projet collectif global ne peut qu'échapper de plus en plus aux hommes concernés. Les institutions et les pouvoirs publics tendent alors à passer au second rang, asservis aux pouvoirs économiques et financiers négateurs de l'histoire (6). Le « public », n'a plus, dans ce cas, d'autre vocation que de gérer les « conséquences sociales » des phénomènes économiques et financiers échappant au contrôle humain. Sortir de la crise ne peut s'obtenir qu'en replaçant au niveau du vécu humain réel le levier sur lequel la société peut s'appuyer pour générer un « autre développement », celui

(3) Sur les diverses approches culturelles du temps, voir **M. Rooijackers**, « Temps fermé, temps ouvert », *Economie & Humanisme* n° 348, avril 1999.

(4) « Dialectique de la communauté », dans *Caractères de la communauté*, collection « *Economie & Humanisme* », Écully.

(5) Cf. **J.-J. Pluchart**, « Redoutable urgence », *Economie & Humanisme* n° 347, janvier 1999.

(6) Selon les positions de **Francis Fukuyama**, *La fin de l'Histoire et le dernier homme*, Flammarion, 1992.

de « tout l'homme et de tous les hommes ». C'est affirmer alors l'importance extrême du « développement local », qui est aussi « développement à partir de la base ». C'est le seul cadre où peuvent se rejoindre les prises de responsabilité citoyenne, humanisant l'espace et le temps, en vue de promouvoir un véritable développement durable prenant en compte le bien commun.

Dans les sociétés dites « du Sud », qui sont de moins en moins séparées de celles « du Nord », le jeu de l'allocation mondiale des forces de travail, des pollutions et des nuisances, s'opère en fonction du profit maximal pour les maîtres du marché, au détriment de la solidarité. L'analyse des conditions stratégiques du « développement durable » y rejoint, plus tragiquement encore, les diagnostics valant pour les zones apparemment mieux nanties. La dérive et la destruction des appareils d'État y sont plus grandioses, tandis que la pauvreté, la précarité et les atteintes à la santé de base y sont infiniment plus lourdes. Là, à nouveau, le salut ne peut venir que du levier des « mobilisations citoyennes », les mouvements du Nord et du Sud ayant une évidente vocation à coaliser leurs solidarités.

On pourra dire qu'il s'agit d'un message d'utopie, de portée dérisoire tant sont grandes les disparités de puissance, lorsque des firmes pèsent d'un poids financier beaucoup plus lourd que nombre d'États et contrôlent l'essentiel des dynamismes technologiques, y compris le potentiel des armes par les complexes militaires industriels. Mais ce rapport de puissance n'existe qu'à la mesure de l'absence de communication entre les « forces de la base », présentes implicitement ou explicitement dans tous les pays du monde, mais mal reliées entre elles. Le message de Lebreton affirmait avec vigueur au siècle dernier, à partir d'engagements profonds dans les luttes pour le développement, que ses compagnons d'hier et ses disciples d'aujourd'hui entendent poursuivre. Le récent témoignage historique venu du Sud, celui-là, de Mamadou Dia, pionnier des indépendances africaines, plaide avec force dans le même sens : « il s'agit, en définitive, de réhabiliter une logique des intérêts collectifs de l'humanité » (7).

**Roland Colin**

(7) **Mamadou Dia**, *Afrique, le prix de la liberté*, L'Harmattan, Paris, 2001, p. 312.